

# 3

---

## Contexte socio-économique, politique et militaire

Il s'agit, dans cette partie, de comprendre comment les conditions sociales, économiques et militaires ont formaté les structures de pensées des populations de sorte à créer un terrain favorable à la conflictualité. La Côte d'Ivoire se distingue par sa diversité ethnique et culturelle liée à son peuplement autochtone et aux migrations étrangères. Elle porte également en elle le poids de son héritage colonial. La diversité est souvent instrumentalisée par les élites politiques pour mobiliser des partisans et disqualifier des concurrents. L'immigration est devenue une ressource politique mise en avant pour construire et entretenir un nationalisme diversement perçu et partagé.

### **Des préjugés coloniaux au service d'entrepreneurs politiques**

Les frontières culturelles et géographiques de la Côte d'Ivoire sont mobilisées pour servir des logiques de légitimation ou de disqualification. Il s'agit d'exploiter à son avantage les stéréotypes coloniaux développés par les colons.

Dozon (1985) et Paulme (1997) décrivent les stéréotypes attachés à des groupes ethniques en ces termes :

L'ethnie bété est frondeuse parce qu'elle est toujours prise dans le carcan d'une mentalité traditionnelle : son attitude à l'égard de l'Etat n'est que le prolongement d'un certain type de société qui ne souffre d'aucune autorité véritable ; les administrateurs coloniaux au début du siècle disaient déjà cela très bien, en se plaignant amèrement de ne rencontrer chez les bété qu'une anarchie et un esprit « libertaire ». « L'individualisme paraît poussé très loin, qui se manifeste chez les hommes comme chez les femmes par un comportement violent, des gestes définis ». « Hommes de

la forêt, ils se nourrissaient jadis presque exclusivement de racines, de tubercules et de feuilles qu'on laissait aux femmes le soin de ramasser ; ni cultivateurs ni artisans ni commerçants ; peu soucieux d'un bétail auquel la maladie du sommeil interdisait ces régions (...) la guerre, voilà bien le mot clé, le seul qui éveille encore une étincelle, ranime l'attention : homme ou buffle, la première victime digne de ce nom leur assurait la considération de leurs aînés, le respect de leurs cadets (...). On apprenait aux enfants à n'avoir peur de rien. Et il semble bien que c'ait été là la seule instruction formelle qu'ils recevaient. Encore maintenant, un comportement violent est de règle dans certaines circonstances.

En Côte d'Ivoire, les dimensions ontologiques et dynamiques des identités sont politiquement manipulées pour se légitimer ou disqualifier ses adversaires. Ces pratiques politiques font le lit de la conflictualité. Le Président du Parti Démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI) utilise cette stratégie de légitimation de soi et/ou de son groupe et de disqualification de l'adversaire ou de son groupe dans son livre (1999) :

Le monde baoulé possédait un système sociétal extrêmement élaboré. C'était un véritable Etat avec à sa tête un Roi des rois qui, au terme d'une longue conquête territoriale, régnait sur le royaume à travers des chefs de provinces, chefs des sous tribus et chefs de village (avec des chaises et des sous chaises). Dans cette société coexistent l'aristocratie et la plèbe, mais c'était au fond une monarchie assez particulière dans la mesure où le roi provenait toujours de la succession matrilineaire...

J'ai été élevé dans les principes de cette noblesse : l'honneur, le sens du commandement, mais aussi l'obéissance (...) L'origine des Baoulé est égyptienne. Il existe en fait deux Afriques : celle issue des royaumes, politiquement et socialement organisée, et puis une autre Afrique dépourvue, elle, de véritables structures d'encadrement (...) et puis sur l'autre versant, on trouve des populations qui n'ont pas poussé l'organisation sociale jusqu'à la fondation des royaumes. Elles vivaient de chasse et de cueillette et certaines sont restées farouchement individualistes (...) Une organisation sociale poussée développe le sens de la hiérarchie. Mais là où elle n'existe pas, les gens ont du mal à admettre les hiérarchies nouvelles, y compris les hiérarchies démocratiques (...) Certaines acceptent difficilement que le Président soit le premier citoyen du pays. Pour eux, culturellement, le chef est soit le plus beau danseur du village, soit le plus fort au combat. Or, vous en conviendrez, il existe d'autres critères pour être leader !

Ces préjugés développés au sujet de certaines ethnies sont susceptibles d'être récupérés par les leaders politiques pour construire des idéologies au service de la conquête ou de la conservation du pouvoir.

Ces préjugés ont meublé presque tous les discours autour de l'autochtonie pendant la crise.

### **Ouverture du marché politique**

On peut soutenir que l'ouverture du marché politique s'est réalisée sur la base de liens ethniques. Les entités politiques sont modulées sur les configurations des aires régionales. Ces entités ethnorégionalistes gravitent autour des chefs charismatiques, présidents de partis politiques.

La coalition Akan, première entité sur le champ politique ivoirien, s'est forgée autour des leaders Félix Houphouët-Boigny et Henri Konan Bédié. Ces leaders ont cristallisé le sentiment d'inclusion du groupe Akan, notamment l'ethnie baoulé. Les intellectuels proches de ces leaders ont contribué à véhiculer la thèse selon laquelle le peuple akan est le seul à être habilité à gouverner la Côte d'Ivoire.

Ce sont notamment les cadres de la Cellule Universitaire de Recherche et de Diffusion des Idées et actions Politiques du Président Henri Konan Bédié (Curdiphe 1996:65). Ces derniers ont construit des mythes politiques visant à renforcer le sentiment d'inclusion des baoulé à la nation (Fote 1999:24).

Le regroupement des populations de l'Ouest a favorisé la naissance de la coalition du Grand Ouest appelé « Western Union ». Ce sont essentiellement les Abbey, Akyé, Adjukru, Bété, Dida et les Guéré. Cette coalition est apparue à la veille des élections de 2000. Pour les membres de cette coalition : « Gbagbo et Guéï, c'est blanc bonnet, bonnet blanc (...) Si Guéï gagne, c'est bon pour nous. Si Gbagbo aussi gagne, c'est bon pour nous. L'essentiel est que le soleil se lève toujours à l'ouest<sup>1</sup> ».

Enfin, l'Union Sacrée du « Grand Nord » rassemble les populations du nord autour du leader du RDR, Alassane Dramane Ouattara. La « Charte du Nord » paru en 1991 et « La Nouvelle Charte Nordique » de 2002 consacrent la solidarité des nordistes au leader du RDR. « La Nouvelle Charte Nordique » présente les motivations de cette union en ces termes :

Au moment où tout le monde cherche les origines de tout le monde, ce qui est devenu un jeu, une sorte de « travail-poursuit », version tropicale, avec son cortège de « manipulation ad hominem » conduit par des « blakoros » et des « Boussoumani » appelés Ivoiritaires, le Grand Nord, victime ciblée, doit se lever pour dire : ça suffit ! ... Faire renaître le sentiment de l'attachement mutuel sur fond de nos affinités traditionnelles, raviver la notion de solidarité ethnique entre communautés unies par un même destin... Battre le rappel de tout le grand Nord en vue d'une action concertée résolument tournée vers une

option dont le principe directeur sera : « ni à droite ni à gauche mais au milieu ». Un milieu à même de s'imposer comme arbitre. C'est cette vocation-là qui sied désormais au grand nord ... Il importe désormais de situer le grand Nord à l'écart du PDCI, très loin du FPI, qui n'a pas hésité un seul instant à tuer ses fils parce que cette région doit emprunter sa propre voie car la différence de zone entraîne ipso facto une différence de compréhension et de comportement et une différence d'intérêts, lesquels peuvent être complémentaires mais jamais semblables. En fonction de la nouvelle démarche que le grand nord doit entreprendre, eu égard à la spécificité de la quête à laquelle il doit se livrer, parce qu'il y a ce besoin ardent d'identité à conquérir et à afficher, cette aspiration légitime d'affirmer au plan national une personnalité régionale forte et indépendante, une telle prise de position s'impose désormais comme la voie du salut... Le grand Nord n'entend pas être la nouvelle victime de qui que ce soit, une fois ça suffit. Le grand Nord entend donc s'organiser en fonction de ses intérêts bien propres...

Enfin, dernière motivation, être toujours à la remorque d'auteurs de courants politiques, auteurs étrangers à notre région, n'honore nullement les fils du grand Nord (...) Jouer éternellement les seconds rôles n'a nullement rien d'honorable pour ses fils. Se prêter à servir toujours de supports aux autres pour la réalisation de leurs desseins ne peut que déranger l'amour propre et la conscience des uns et des autres, avec le sentiment coupable des nôtres (...) Tout fils du grand Nord se trouve généralement indigné et choqué par le comportement de l'Ivoirien de la zone forestière. Pour lui, le porteur d'un nom à consonance dioula ou sénoufo est, ipso facto, un étranger, un Ivoirien de circonstance (...) Suivant l'opinion généralement admise dans le sud Côte d'Ivoire, n'est ivoirien que celui qui appartient à la zone forestière (...) Le grand Nord doit faire bloc autour d'Alassane. Lui prêter main forte dans le bras de fer qui l'oppose aux chantres de l'ivoirité, devient une nécessité absolue (...). Insulter un des nôtres, le traîner dans la boue et ensuite venir au grand Nord, chez lui, tenter de mobiliser ses frères en faveur d'une politique qui lui est hostile, constitue un affront auquel nous n'avons pu répondre pour le moment parce que nous ne réunissions pas encore les conditions idéales à cet effet. La défense d'Alassane figure en bonne place parmi nos objectifs (...) Il faut désormais militer en faveur d'un grand Nord qui n'entend plus être à la remorque que d'un courant politique prôné et dirigé par un des siens (*Fraternité matin* 2003).

Il apparaît dès lors que l'émergence d'une nouvelle figure politique entraîne la production d'un sentiment d'inclusion/d'exclusion visant à s'auto-légitimer ou à disqualifier l'autre. Ce mécanisme explique

l'ethnorégionalisation qui se décline en formation d'aires culturelles favorables aux leaders politiques. Cette situation se complexifie en 1990 avec la libéralisation du champ politique.

### **Contingences économiques**

Le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie, Jean Louis Billon, établit le bilan suivant après les troubles de Novembre 2004 : 78 entreprises sont détruites, 11 entreprises ont vu leurs activités partiellement perturbées et 106 ont provisoirement fermé leurs portes. Concernant les Petites et Moyennes Entreprises (PME), le président du Mouvement des Petites et Moyennes Entreprises (MPME), Daniel Bréchat, souligne que 125 établissements sur 500 affiliés à sa structure n'ont pas survécu au pillage, mettant ainsi au chômage 30 000 personnes.

Dans un rapport transmis aux membres du Conseil de Sécurité le 18 mars 2004, Koffi Annan, Secrétaire Général des Nations Unies, décrit l'effondrement de l'économie ivoirienne après la crise de novembre 2004 en ces termes :

Il ressort de certaines données que le déficit ivoirien continue de se creuser et que la production économique reste en déclin. Ce recul est imputable à plusieurs facteurs intimement liés à la crise ivoirienne, tels que le démarrage tardif de la campagne d'exportation du cacao, l'impact préjudiciable des récentes poussées de violence et la diminution de l'aide extérieure. La crise de novembre a eu des incidences marquées sur la situation économique du pays. Depuis janvier 2004, la Côte d'Ivoire a accumulé d'importants arriérés vis-à-vis de la Banque mondiale et, le 1<sup>er</sup> novembre 2004, ses emprunts ont été classés dans la catégorie des prêts improductifs. Le service de la dette s'élève actuellement à 115 millions de dollars par an. La combinaison de ces facteurs contribuera non seulement à maintenir la croissance économique négative projetée, mais aussi à accroître le risque de voir toute la région souffrir de ces conséquences préjudiciables si le franc de la communauté financière africaine venait à perdre de sa valeur.

Dans le cadre de la révision annuelle de l'African Growth and Opportunity Act (AGOA), les Etats Unies ont retiré la Côte d'Ivoire de la liste des pays africains éligibles à l'aide économique et commerciale le 22 Décembre 2004. La Côte d'Ivoire bénéficiait de l'AGOA depuis le 16 Mai 2002.

Par ailleurs, la croissance en 2004 est estimée à 1 pour cent contre -1,7 pour cent en 2003. Exprimée en moyenne annuelle, l'inflation devrait s'établir à 1,4 pour cent et les recettes globales sont estimées

à 1451,1 milliards de FCFA. Le solde budgétaire ressort négatif avec 126 milliards. On remarque une importante accumulation d'arriérés intérieurs et extérieurs respectivement de 85 et de 446,6 milliards. La croissance de PIB réel pourrait être de 1 pour cent en 2005.

Les services publics n'ont pas été épargnés par la guerre. Selon le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF), le conflit a mis fin à la solarisation de 700 000 enfants.

International Crisis Group (ICG), dans son rapport intitulé « Côte d'Ivoire : le pire est à venir » paru le 24 mars 2005, indique qu'en 2004, 20 479 cas de tuberculose ont été dépistés, soit une progression de 13 pour cent par rapport à l'année précédente. Le bilan produit en mars 2006 par le Ministère de la Santé Publique n'est pas reluisant. Les indicateurs sanitaires sont alarmants. La couverture vaccinale varie entre 3 et 60 pour cent au lieu de 80 pour cent. Au niveau des maladies invalidantes comme la lèpre et l'ulcère de Burili, 1000 nouveaux cas dont 659 formes graves sont détectés. 22 000 cas dont 36 pour cent de co-infection VIH/SIDA. Au niveau du service d'urgence des grands hôpitaux, on a identifié 30 pour cent de cas de mortalité. La mortalité a connu une progression car on a dénombré 690 cas de décès pour 100 000 naissances.

### Contexte militaire

La crise actuelle est l'aboutissement d'un processus de reconfiguration du complexe militaro-politique amorcé depuis le Président Félix Houphouët-Boigny. Déjà en 1963 le régime de Félix Houphouët-Boigny était confronté à une série de complots auxquels certains éléments des forces armées nationales n'étaient pas étrangers. La collusion entre le PDCI et le pouvoir traditionnel a permis la résolution de certains soulèvements militaires. En effet :

Si tout au long de cette période comprise entre 1963 et 1965, le régime ivoirien devait connaître une série de complots, le Président Houphouët-Boigny n'apparaît pas moins maître de la situation. Le contrôle des événements s'explique en partie par le soutien des Baoulé et par l'appui dont devait bénéficier le chef de l'Etat, de la part des chefs traditionnels, qui le 28 septembre 1963, avec l'aide du parti (PDCI) montraient leur influence et leur efficacité sur les populations rurales, en organisant la manifestation de soutien au régime.

La chefferie traditionnelle se révèle comme un facteur politique de premier plan et un frein à l'opposition en provenance des centres urbains (Ammi-Oz 1977:64).

Sous le régime du Président Henri Konan Bédié, on a observé une évolution des consciences au sein de l'armée ivoirienne. Parmi les jeunes recrues, on comptait beaucoup d'anciens étudiants qui ont vécu les actions de la Fédération Estudiantine et Scolaire de Côte d'Ivoire (FESCI) de 1990. Certains étaient d'anciens syndicalistes de la FESCI (Kieffer 2000:35). Les revendications corporatistes des soldats ont abouti à la chute du Président Henri Konan Bédié le 24 décembre 1999.

Les jeunes militaires qui ont pris le pouvoir ont installé le Général Guédi Robert à la tête du pays. L'accès des militaires à la gestion des affaires politiques s'accompagne d'une extension du processus de « miliciarisation » amorcée depuis 1989 (Vidal 2003:53).

Les soldats sont transformés en gangsters et commettent des exactions. Un groupe de soldats, s'estimant brimés, s'exilent. L'accession de Laurent Gbagbo au pouvoir en 2000 n'a pas freiné cette hémorragie de soldats déserteurs. Ce sont ces militaires exilés qui ont constitué le plus gros contingent des combattants de la rébellion qui a éclaté le 19 Septembre 2002. Soro Kigbafori Guillaume, chef de la rébellion le confirme en ces mots : « Gbagbo a fini par créer une armée tribale. (...) Beaucoup de militaires ivoiriens ont déserté pour ne pas finir avec une balle dans la tête. (...) C'est pourquoi les rebelles ivoiriens sont d'abord les soldats exclus de l'armée régulière. Il y a un noyau de plusieurs dizaines de personnes surnommées les zinzins et les bahéfoués » (Soro 2005:46).

La guerre va opposer d'un côté, les Forces de Défense et de Sécurité et de l'autre le Mouvement Patriotique de Côte d'Ivoire (MPCI). Dans le but d'évacuer les ressortissants français et étrangers, l'opération Licorne dirigée par la France établit une « zone de confiance » entre les insurgés du MPCI et les forces loyalistes. Les rebelles se sont retranchés dans le nord du pays alors que le sud est resté sous contrôle du gouvernement.

Le 28 Septembre 2002, le gouvernement ivoirien a demandé l'application des accords de défense de 1961 que la Côte d'Ivoire a passés avec la France. Cette dernière refuse d'activer ces accords au motif que la rébellion est une affaire interne à la Côte d'Ivoire. Après l'annonce officielle du MPCI le 1<sup>er</sup> Octobre 2002 par Tuo Fozidé, deux autres mouvements rebelles s'emparent des villes de Man et de Danané dans l'ouest du pays (Bouquet 2005:110). Il s'agit du Mouvement Populaire Ivoirien du Grand Ouest (MPIGO) et le Mouvement pour



la Justice et la Paix (MJP) dirigé par Félix Doh. Le 3 Janvier 2003, les premiers éléments de la force ouest-africaine de paix arrivent en Côte d'Ivoire tandis que ceux de la Mission des Nations Unies en Côte d'Ivoire (MINUCI) débarquent le 13 mai.

Le 4 Juillet 2003, la fin des affrontements militaires est officiellement proclamée par les protagonistes (*L'Inter* n° 1547 2003).

Derrière les démarches faites par la communauté nationale et internationale pour ramener la paix, les antagonismes ne s'arrêtent pas. Au contraire, la situation est complexifiée par la volatilité des alliances et des accords contractés entre les factions armées sur le terrain. Les divergences apparaissent au gré du contexte politique du moment et des intérêts respectifs des acteurs. Parlant des deux derniers mouvements rebelles qui opéraient à l'ouest, Soro Kigbafori Guillaume révèle :

Nous avons soutenu la naissance de ces rebellions. Nous avons dépêché des troupes pour combattre aux côtés du MPIGO et du MJP. (...) Le MPIGO était au départ composé essentiellement de soldats de l'ethnie yacouba, commune à la Côte d'Ivoire et au Libéria voisin. C'est très naturellement que certains libériens ont décidé de venir combattre à nos côtés. Ils sont venus volontairement et ont été acceptés à bras ouvert. Mais, au bout de quelques temps, nous avons constaté qu'ils commettaient des exactions sur les populations civiles. (...) D'autres informations nous ont bientôt précisé que ces soldats libériens commençaient à tisser des liens avec le pouvoir d'Abidjan. J'ai donc pris la décision de renvoyer les libériens chez eux. Un de nos valeureux chefs de guerre, Chérif Ousmane, a mené à bien cette difficile opération (Soro 2005:86-87).

La guerre des chefs débutée entre le Secrétaire des Forces nouvelles et Ibrahim Coulibaly le 25 août 2003 a conduit à l'assassinat du chef de la ville de Korhogo le 23 janvier 2004 (*L'Inter* n° 1726 2004). La situation n'était pas calme à Abidjan aussi. Le Lieutenant-colonel Yao Yao Jules Ahoussou est limogé le 19 Mars 2003 pour violation du devoir de réserve (*Fraternité Matin* n° 12190 2005). Il sera suivi par le général Mathias Doué qui a été lui aussi limogé après l'échec de l'offensive du 4 novembre 2004 (*L'Inter* n° 2040 2005).

Des sites militaires ont essayé plusieurs attaques. Le 1<sup>er</sup> décembre 2005, des individus non identifiés ont attaqué simultanément le camp de gendarmerie d'Agban à Adjamé et l'escadron d'Abobo (*Fraternité Matin* n° 12320 2005). Le 2 janvier 2006, des personnes non identifiées attaquent le camp militaire d'Akouédo à l'est d'Abidjan.



Le 12 Janvier 2007, le corridor de Noé, petit village frontalier situé entre la Côte d'Ivoire et le Ghana, est attaqué par des individus non identifiés. Plusieurs mouvements de contestation qui paralysent la ville d'Abidjan (ou de l'intérieur) sont également signalés dans les camps ou dans les rues par des militaires qui réclament le paiement de leurs primes appelés « Haut-les-cœurs » (Le *Jour Plus* n° 0115 2003).

Pendant cette période de guerre, on a observé l'apparition de plusieurs milices. Elles ont agi, selon elles, pour soutenir l'une des armées engagées dans le conflit. Leur action se limite dans des zones géographiques bien déterminées. Les plus actives à Abidjan sont le Groupement Pour la Paix (GPP) de Charles Groguhet et le Front de Libération Nationale de Côte d'Ivoire (FLN-CI) de Touré Moussa<sup>2</sup>. Charles Groguhet révèle l'identité des personnes qui composent son organisation en ces termes :

Elles s'entraînent au maniement des armes. D'autres sont dans la brousse, etc. Elles sont effectivement en train de recevoir une formation militaire et commando, etc. Elles apprennent à manier les armes, qu'elles soient légères ou lourdes. Pendant qu'elles vont sortir, d'autres prendront leurs places pour acquérir cette formation. C'est évident que, compte tenu de la manière dont nous nous constituons, quand ces camarades sortent, ils ne portent plus que les tee-shirts GPP. Parce que nous voulons qu'ils soient civils, mais armés pour que quand le GPP frappe, on ne sache pas qui a frappé exactement. On ne sait pas exactement à quel moment ils frapperont. Voilà ce que nous sommes en train de construire. (...) Nous sommes armés (L'*Inter* n° 1500 2003).

Le premier responsable du GPP a estimé le nombre de ses éléments à 6000 personnes. Les lundi 23 et mardi 24 Juin 2003, les éléments du GPP ont perpétré des violences sur les populations de Sicoboï, quartier précaire situé dans la commune de Yopougon. Plusieurs personnes dont des commerçants ont été battues et dépouillées de leur argent. Les miliciens du GPP ont même décrété un couvre-feu dans ce quartier (L'*Inter* n° 390 2003). D'autres milices, proches du parti présidentiel exercent à l'ouest. On peut citer, entre autre les mouvements de résistance de l'ouest regroupés au sein du Front de Résistance du Grand Ouest (FRGO).

C'est le Mouvement Ivoirien de Libération de l'Ouest de la Côte d'Ivoire (MILOCI) du Pasteur Gammi, l'Association des Patriotes wê (AP-wê) de « Colombo », le Front de Libération du Grand Ouest

(FLGO), l'Union des Patriotes Résistants du Grand Ouest (UPERGO) et les Forces spéciales LIMA (FS-LIMA).

A côté de ces groupes armés formellement identifiés, d'autres organisations ont vu le jour dans les villes et en zones rurales. C'est le mouvement des groupes d'auto-défense de quartiers ou de village. Ce sont des groupes de personnes, en majorité jeunes, qui érigent des barrages sur les grands axes des quartiers ou des villages. De jour comme de nuit, chauffeurs, piétons et cyclistes s'arrêtent pour le contrôle des pièces d'identité ou pour la fouille des véhicules (Chauveau and Samuel 2003:20). Ils sont armés de couteaux, de bois ou de fusils de chasse. Dans cet environnement fortement militarisé, de nombreux civils ont été victimes des tristement célèbres « escadrons de la mort » à Abidjan.

Le journaliste Jean Hélène, correspondant de Radio France International (RFI) en Côte d'Ivoire est abattu par un policier le 21 octobre 2003 (*Le jour* n° 0120 2003). Le 16 avril 2004, le journaliste franco-canadien Guy-André Kieffer est porté disparu. En novembre 2004, des violences issues des troubles qui ont opposé les éléments de la force Licorne et les jeunes patriotes ont fait de nombreuses blessées et des morts. Le 4 mars 2007, les accords de Ouagadougou placent Soro Kigbafori Guillaume à la tête du gouvernement ivoirien. Ces accords entraînent la suppression de la « zone de confiance ». Les miliciens décident de se faire désarmer et les militaires tentent de créer un cadre de négociation entre les deux armées au sujet de la réunification. Dans cet élan, les militaires rebelles sont amnistiés par le Président de la République.

On le voit, la situation socio-économique, politique et militaire de la Côte d'Ivoire est fortement perturbée par des troubles. L'environnement se dégrade davantage après le déclenchement de la guerre le 19 septembre 2002. De nombreux acteurs déjà impliqués dans des tentatives ou des prises de pouvoir par la force sont parmi les personnes qui ont dirigé la rébellion. Cette situation d'instabilité a dégradé les conditions de vie des populations. La paupérisation qui sévissait déjà depuis les années 1990 s'accroît. La couverture sanitaire et scolaire est affectée.

On a remarqué l'apparition ou le développement de certaines maladies qui, du fait des protocoles sanitaires avaient disparu. De nombreux enfants ont vu leur scolarité brutalement interrompue.